



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Octobre 2014

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie
Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

POLITIQUES AGRICOLES

La nouvelle politique sud-africaine en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Département de l'agriculture sud-africain a publié fin août le [nouveau document de politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle](#). Selon l'institut sud-africain des statistiques, 11,3 % des ménages du pays étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2013.

Ce document synthétise les grands objectifs en matière de sécurité alimentaire et les domaines d'intervention prioritaire pour l'État. Il préconise cinq axes d'interventions : mettre en place des filets de sécurité pour répondre aux situations d'urgence ; développer l'éducation nutritionnelle ; augmenter la production agricole, en mettant l'accent sur le soutien aux ménages ruraux pratiquant la petite agriculture ; renforcer l'accès aux marchés des petits agriculteurs ; enfin améliorer la gestion du risque en appuyant les programmes de recherche agricole.

Au travers de ce document, l'Afrique du Sud réaffirme également son rôle de puissance agricole régionale. Elle entend soutenir le développement de la production alimentaire comme facteur de stabilité politique au sein de la SADC (*Southern African Development Community*), en favorisant les investissements dans le développement de la production primaire et dans les infrastructures agricoles. Le Département de l'agriculture se montre également ouvert au développement de réserves alimentaires régionales, à l'image de ce que développe la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Si ce document n'a pas de valeur légale, il constitue néanmoins une inflexion notable de la politique agricole sud-africaine, en reconnaissant de façon explicite le rôle de la petite agriculture en matière de sécurité alimentaire, rôle jusqu'alors dévolu à l'agriculture commerciale, et la nécessité pour l'État de mieux accompagner ce secteur en ayant recours à des subventions agricoles et à une meilleure protection tarifaire. Il s'agira toutefois de voir dans quelle mesure le Département de l'agriculture disposera des moyens suffisants pour mettre en œuvre cette politique.

Guillaume Furri, Conseiller pour les Affaires Agricoles, Service Économique Régional en Afrique Australe, Ambassade de France en Afrique du Sud

Source : *South Africa Government*

www.gov.za/documents/download.php?f=214091

Commission européenne : les Commissaires désignés auditionnés au Parlement européen

Dans un exercice sans équivalent dans les démocraties européennes, chacun des membres de la Commission Juncker a été auditionné pendant trois heures par les députés européens. Le Traité prévoit en effet que le nouveau collège des Commissaires doit être soumis à un vote d'approbation par le Parlement avant sa nomination. Les députés ont ainsi pu juger autant des qualités personnelles des Commissaires désignés que de leur vision politique dans les domaines qu'ils auront à gérer.

Le Commissaire désigné à l'agriculture, l'ancien ministre de l'environnement irlandais Phil Hogan, a ainsi reçu, le 2 octobre, l'aval de la Commission parlementaire chargée de l'agriculture et du développement rural. Durant son audition, M. Hogan a insisté sur sa volonté de simplifier les règles européennes. Pour cela, il entend conduire une « révision à mi-parcours » de la PAC, une fois que l'on disposera de suffisamment de recul et de données sur l'impact de sa mise en œuvre dans les États membres. À noter que l'idée d'une révision à mi-parcours en 2016 figure déjà dans la [lettre de mission](#) adressée par Jean-Claude Juncker, laquelle précise que la PAC devra mettre davantage l'accent sur l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

La notion de « simplification » a intéressé de nombreux députés, mais peu de précisions ont été apportées quant au périmètre envisagé. Le Commissaire a néanmoins affirmé qu'il n'était pas question, pour lui, de modifier les modalités du verdissement du premier pilier. Phil Hogan s'est par ailleurs montré partisan d'une « agriculture orientée vers le marché ». Il considère notamment que la sortie des quotas laitiers est un développement positif et que les modalités de cette sortie doivent rester inchangées. Répondant à diverses interpellations, il a souhaité rassurer les députés quant à son intention de prendre toutes les mesures à sa disposition pour contrer les effets de l'embargo russe, pour lutter contre les pratiques déloyales au sein de la chaîne alimentaire et pour rendre les négociations commerciales plus transparentes. M. Hogan a ainsi réussi sans encombre son examen de passage.

Parmi les auditions des autres Commissaires dont les portefeuilles concernent l'agriculture, celle de Vytenis Andriukaitis (Santé et sécurité alimentaire) était particulièrement attendue, notamment sur la question des OGM. À ce sujet, il a précisé sa position favorable à un haut niveau de subsidiarité (à chaque État membre de décider), tout en affirmant que la culture d'OGM au sein de l'UE posait un « problème philosophique ».

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : Parlement européen

<http://www.elections2014.eu/fr/new-commission/hearings>

Aux États-Unis, actions en justice contre Syngenta et son maïs OGM

En l'espace d'un mois, Syngenta a fait face à deux plaintes déposées aux États-Unis par Cargill et des agriculteurs de cinq États fédérés : en cause, le maïs OGM « Viptera », dont les livraisons à destination de la Chine, sans que cette dernière n'ait autorisé cet OGM, ont été refusées.

En avril 2012, le directeur général de Syngenta avait annoncé une autorisation « d'ici quelques jours » de l'OGM par Pékin, ce qui n'a jamais eu lieu. Fin 2013, les autorités chinoises, ayant retrouvé des traces de ce maïs OGM non encore autorisé et ayant donc refusé les cargaisons, de nombreux chargements de grain et de produits dérivés du maïs avaient dû rebrousser chemin ou trouver nouvel acquéreur. Ces problèmes inattendus avaient alors perturbé la filière américaine du maïs et ils conduisent aujourd'hui à deux actions en justice.

Le mois dernier, Cargill a déposé plainte contre le fabricant suisse, lui reprochant d'avoir commercialisé de façon irresponsable des semences avant que la Chine n'approuve l'importation de l'OGM. 130 millions de dollars auraient ainsi été perdus par deux grands exportateurs américains, Cargill et Trans Coastal Supply Co.

Ces jours-ci, ce sont les agriculteurs américains de cinq États fédérés qui, représentés par un grand cabinet d'avocats, attaquent Syngenta en justice. Bien que n'ayant pas planté le maïs OGM, ils auraient tout de même subi les retombées économiques des refus chinois et la chute des prix qui a suivi. La *National Grain & Feed Association* estime que les producteurs de maïs auraient ainsi perdu près d'un milliard de dollars. Il est en effet possible de détecter Viptera sur de nombreux produits américains, alors que seulement 3 % de la SAU en maïs sont concernés.

Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

Sources :

Cargill <http://www.cargill.com/news/releases/2014/NA31686255.jsp>

National Grain and Feed Association

<http://www.ngfa.org/2014/01/24/ngfa-naega-issue-joint-statement-urging-syngenta-to-suspend-commercialization-of-agrisure-viptera-and-duracade-biotech-corn/>

L'industrie de la restauration, pièce essentielle des réseaux de l'immigration chinoise aux États-Unis

Le *New Yorker* consacre un reportage aux réseaux d'immigration chinois aux États-Unis, en suivant Rain, un immigré originaire d'un village de la région de Fuzhou, arrivé à New York avec un faux passeport fourni par le réseau de passeurs des *Snakeheads*. Après des escales en France et au Mexique, Rain rejoint New York pour travailler comme employé dans les restaurants chinois de Chinatown. Des réseaux familiaux, mais surtout des réseaux d'intermédiaires (agences de travail, avocats spécialisés dans le droit d'asile) favorisent son entrée sur un marché du travail souterrain, où il fait l'expérience de formes brutales d'exploitation et d'isolement social.

Les employés de la restauration, immigrés illégaux ou couverts par le statut d'étudiant étranger, sont chargés rapidement de tâches importantes (accueil et prise de commande, souvent pour les femmes ; manutention et préparation des plats). Passant de restaurant en restaurant, ils changent de poste, montent en grade, vont travailler plus loin des centres urbains pour être mieux payés et mieux traités. Ils cherchent bien sûr à obtenir l'asile politique, puis la *green card*. Ils aspirent dès que possible à trouver un travail dans un secteur moins usant, et changent de logement, avec une montée en gamme au fur et à mesure qu'ils remboursent les prêts qui leur ont permis de payer le passage.

Ils découvrent aussi une cuisine chinoise réinventée aux États-Unis pour complaire au goût américain : mets frits, faciles à manger – les clients sont « trop fainéants » pour décortiquer les morceaux contenant des os, explique Rain.

L'article donne de nombreux chiffres. Ceux, connus, du nombre de restaurants chinois aux États-Unis (40 000, trois fois plus que le nombre de concessions McDonald's). Mais aussi ceux, plus difficiles à trouver, des frais de passage (70 000 dollars pour Rain, mais moins dans les régions où la pression migratoire est moins forte), divers frais d'avocat, des loyers, confrontés au revenus possibles dans le secteur (2 000 dollars par mois) et à ceux possibles en Chine (4 700 dollars par an dans le secteur privé). Il rend aussi compte de mutations dans l'industrie de la restauration chinoise, par exemple le déclin des Cantonais au profit des restaurateurs originaires de la région de Fujian. Mais loin d'une *success story* communautaire univoque, l'accès au rêve américain est lourd de contradictions : l'immigration américaine, par les flux financiers vers les familles, enrichit les régions d'origine, mais « avoir un fils aux États-Unis, c'est comme ne pas avoir de fils du tout », explique le père de Rain.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : *New Yorker*

<http://www.newyorker.com/magazine/2014/10/13/cooka%C2%80%C2%99s-tale>

ACTEURS AGRICOLES

Le sommet international des coopératives s'est tenu à Québec

Du 6 au 9 octobre, le grand rendez-vous des coopératives et des mutuelles a rassemblé à Québec des centaines d'intervenants et exposants. Différentes conférences ont réuni des experts, chercheurs et professionnels du monde entier autour de cinq thèmes : « coopératives », « économie », « emploi », « agriculture » et « santé ».

Parmi les articles présentés, on retiendra les travaux des professeurs Filippi et Cook, des universités de Bordeaux et du Missouri, qui interrogent l'organisation des coopératives face à leur contexte institutionnel. En comparant les situations américaine et française dans lesquelles évoluent les coopératives agricoles, les auteurs analysent les choix de gouvernance et la spécificité des problématiques rencontrées par ces dernières face aux politiques publiques. Par ailleurs, Cécile de Corroller, de l'université de Caen, s'est basée (entre autres) sur des entretiens effectués auprès de grandes coopératives agricoles françaises pour analyser leur compétitivité et les intérêts de la coopération pour réduire les coûts de transaction. Enfin, citons les travaux de Francis Declerck, de l'ESSEC, sur les modes de financement des coopératives agricoles en France. Il pointe notamment des risques de conflits d'intérêt lors de la sollicitation par les coopératives de financeurs extérieurs, et propose des solutions.

Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

Source : Sommet international des coopératives

<http://www.sommetinter.coop/cms/site/home>

La DG Concurrence publie un rapport sur l'efficacité des organisations de producteurs en agriculture

Publié mi-2014 par la Direction générale de la concurrence de l'Union européenne, et comportant une analyse de la bibliographie et deux études de cas en Pologne et en Roumanie, ce rapport traite de l'intérêt du développement des organisations de producteurs (OP) en agriculture. Après un rappel des résultats, en termes d'organisation économique, de la négociation du règlement portant organisation commune de marché (Règlement OCM unique, décembre 2013), sont listés les avantages des OP en matière de rééquilibrage des pouvoirs de marché, de réduction des risques économiques, d'accès au marché, de fourniture de services, mais aussi de cohésion sociale et de lien de confiance dans les communautés rurales. En particulier, la capacité des OP à mieux ajuster la production aux besoins des différents acheteurs est considérée comme favorable à la productivité de l'ensemble de la chaîne de valeur.

Par ailleurs, les études de cas mettent en évidence les besoins de structuration de la production agricole dans des États membres marqués par une forte défiance vis-à-vis des actions collectives. On pourra toutefois regretter que les coopératives de commercialisation, formes les plus abouties d'OP, ne soient pas mieux distinguées.

Frédéric Courleux, Centre d'études et de prospective

Source : Commission européenne – Direction générale de la concurrence

http://ec.europa.eu/competition/publications/agricultural_producers_organisations_en.pdf

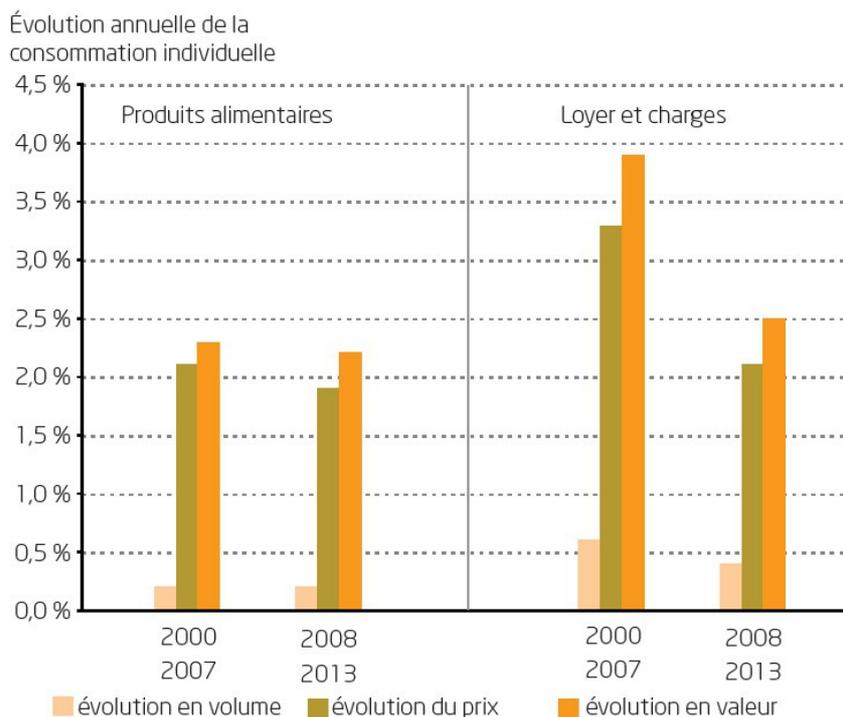
ALIMENTATION

La dépense alimentaire des ménages français « résiste à la crise »

FranceAgriMer consacre en septembre l'une de ses *Synthèses* à l'étude des données de consommation publiées par l'Insee dans les Comptes nationaux, et plus particulièrement à la consommation alimentaire (produits solides et liquides, alcoolisés ou non, consommés à domicile ou hors domicile). En 2013, cette dépense s'établit à 230 milliards d'euros. La part de l'alimentaire dans le budget des ménages peut toutefois être estimée de huit façons différentes : en 2013, elle varie de 9,3 % (produits alimentaires hors boissons consommés à domicile rapportés à la consommation effective totale, incluant les dépenses de consommation et les transferts sociaux) à 20,4 % (dépenses alimentaires rapportées aux dépenses de consommation excluant les transferts sociaux).

Entre 1960 et 2007, la part du budget consacré à l'alimentation a connu un recul constant. En revanche, depuis 2008, ce taux croît et s'établit en 2013 à un niveau quasi équivalent à celui de 2000, quelle que soit la définition retenue. Alors que la consommation totale des ménages est fortement affectée par la crise, selon FranceAgriMer, « l'alimentation peut apparaître comme une "valeur refuge" permettant de conjuguer à la fois la nécessité (de se nourrir), le plaisir (de la table) et le lien social (convivialité autour d'un repas partagé) ». Ainsi, les postes de première nécessité résistent à la crise économique (cf. graphe ci-dessous), ce qui n'est pas le cas notamment de l'habillement, des transports, de la restauration hors foyer ou encore des loisirs et de la culture.

Graphique 2 : Évolution de la consommation individuelle des Français. Les postes de première nécessité résistent à la crise.



Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

En analysant plus finement les données disponibles par familles de produits, des disparités dans les consommations sont mises en évidence. Ainsi, le pain et les céréales, le sucre et les produits sucrés connaissent une dynamique positive, alors que la baisse de la consommation de viande et de poisson s'amplifie depuis 2008. La consommation de lait, fromages et œufs n'est pas, quant à elle, affectée par les difficultés économiques, alors que celle des fruits et légumes est en baisse. Enfin, les boissons chaudes ne sont pas impactées, à l'inverse des boissons alcoolisées.

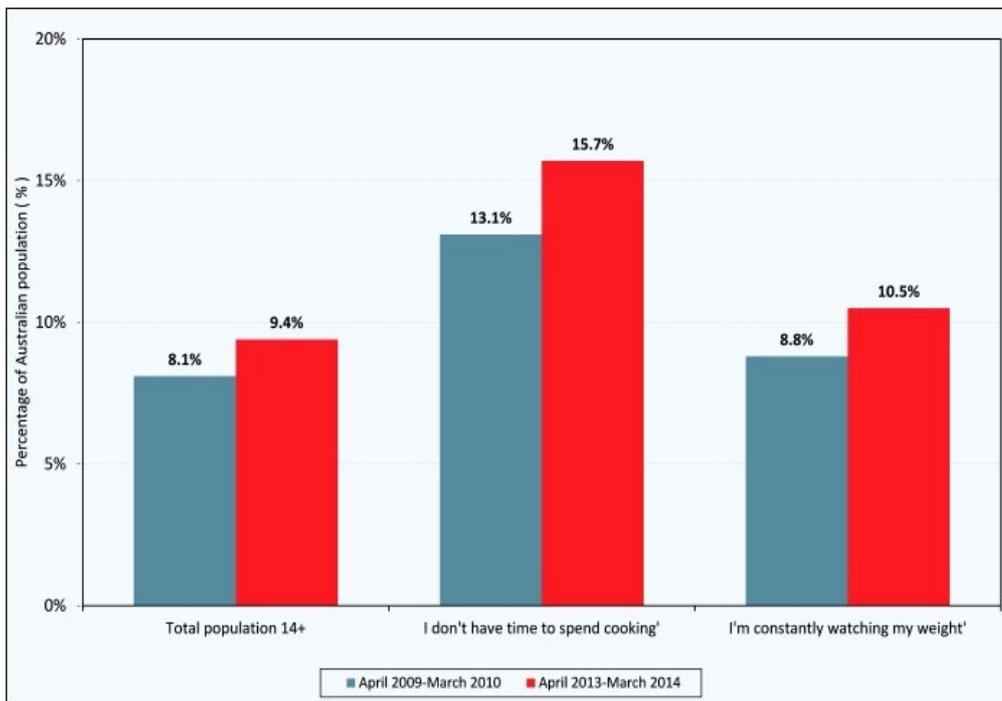
Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : FranceAgriMer

<http://www.franceagri.fr/Actualites/La-depense-alimentaire-des-menages-francais-resiste-a-la-crise/%28filiere%29/2/%28nodeActu%29/228>

De plus en plus d'Australiens consomment des plats préparés

[Roy Morgan Research](#), organisme australien de recherche sur les marchés, a montré récemment que le nombre d'Australiens consommant des plats préparés (frais ou surgelés) a fortement augmenté en cinq ans : en 2010, 8,1 % de la population âgée de plus de quatorze ans avaient consommé l'un de ces plats au cours de la semaine écoulée ; 9,4 % sont concernés en 2014, soit une augmentation d'environ 370 000 personnes. Cette hausse est particulièrement marquée chez les Australiens estimant ne pas avoir suffisamment de temps pour cuisiner, et chez ceux surveillant en permanence leur poids. Les supermarchés accompagnent cette évolution en proposant un choix croissant de plats plus sains que les *fast food*, notamment des plats équilibrés et pauvres en calories.



Source : Australian Food News

En parallèle, on pourra noter ici les données publiées récemment par *Food For Thought*, chiffrant le marché européen des plats préparés à 30,5 milliards d'euros en 2013 (26,7 milliards en 2008), la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni représentant 60 % de ce marché.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

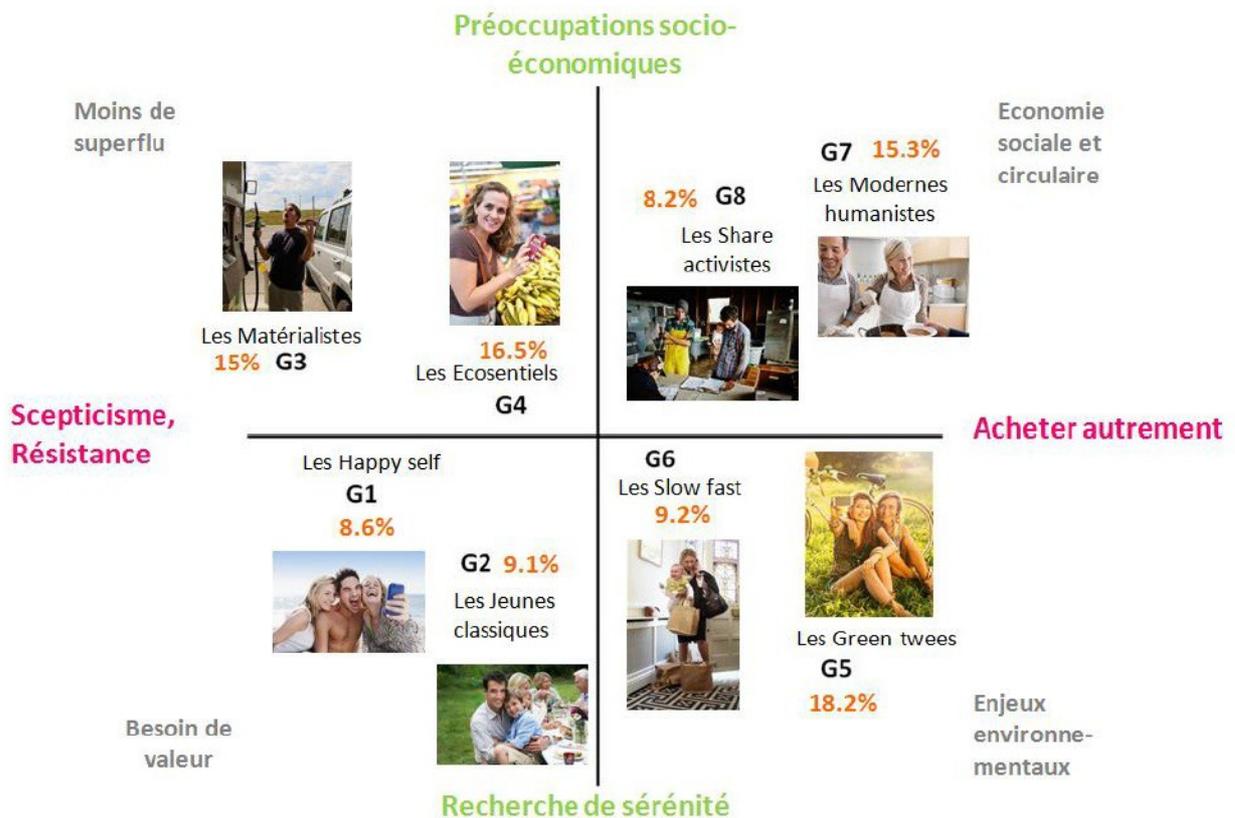
Sources : Australian Food News

<http://ausfoodnews.com.au/2014/09/15/more-time-poor-aussies-opting-for-ready-made-meals.html>

Food For Thought <https://www.fft.com/blog/?p=894>

Consommation durable : typologie des consommateurs de 2004 à 2014

Le 18 septembre dernier, Ethicity [a publié](#) son étude annuelle sur la consommation responsable, réalisée en partenariat avec l'ADEME. Menée depuis 2004, cette étude repose, pour l'édition 2014, sur une enquête par questionnaire postal auprès d'un panel de 3 700 personnes, représentatif de la population française (15-74 ans). Huit groupes de consommateurs sont identifiés, cette typologie permettant de préciser les leviers de changement et les attentes spécifiques à chaque groupe :



Source : Ethicity

Depuis 2004, période marquée surtout par la recherche de bénéfices collectifs (préservation de la planète, souci d'éthique), l'engagement des personnes interrogées a évolué avec l'apparition d'enjeux sociaux et économiques (locatif, participatif, partage). Des préoccupations plus individuelles entrent également en compte, comme la recherche de qualité (ex : produit de meilleur goût) ou une envie de simplicité (objectif d'économies, choix d'authenticité).

En 2014, les individus engagés représentent la moitié de la population, contre 39 % en 2004 ; cet engagement s'est également féminisée (57 % de femmes en 2014 contre 51 % en 2004) et n'est plus « l'exclusivité des privilégiés et intellectuels parisiens ». Cette année, les cadres, professions intermédiaires et retraités de CSP supérieures représentent 36 % du panel, et les personnes vivant en région parisienne environ 18 %.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : Ethicity

<http://www.blog-ethicity.net/2014/09/29/882-typologie-des-consommateurs-2014/>

Projet ACQWA : eau, changement climatique et montagne

Alors que le projet ACQWA (*Assessing Climate Impacts on the Quantity and quality of Water*) a pris fin en 2013 (il avait débuté en 2008), le journal *Environmental Science & Policy* lui consacra en novembre un numéro spécial. La montagne, ses ressources en eau et la vulnérabilité des territoires au changement climatique étaient au cœur du projet ACQWA. L'objectif était de quantifier, dans différents massifs montagneux (Suisse, Italie, Chili, Kirghizistan, Argentine), l'influence du changement climatique sur la quantité, la saisonnalité et la qualité de l'eau, dans un environnement où la glace et la neige sont des composantes majeures du cycle de cette ressource. De même, les impacts socio-économiques ont été abordés.

Environmental Science & Policy propose ainsi une diversité d'articles portant sur la gouvernance de la ressource en eau dans des contextes politiques différents, ainsi que sur la compétition entre usages tels les écosystèmes, l'agriculture ou encore l'hydroélectricité. Par exemple, l'[article de Bozzola et Swanson](#) explore, dans la région de la plaine du Pô, le rôle des acteurs publics et privés dans la gestion du stockage face à une disponibilité de l'eau de surface plus incertaine.

À noter également, sur le même thème, que les [4^e États généraux de l'eau en montagne](#) se sont tenus les 8, 9 et 10 octobre.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : *Environmental Science & Policy*

<http://www.sciencedirect.com/science/journal/14629011/43>

Production et consommation de biomasse à des fins énergétiques à l'horizon 2030

L'agence internationale des énergies renouvelables ([IRENA](#)) a exploré, dans un document de travail, la place de la biomasse dans la production d'énergie à l'horizon 2030. Selon cette étude, cette ressource pourrait représenter 60 % de l'énergie finale issue de ressources renouvelables.



Alors qu'en 2010 la biomasse est surtout utilisée pour le chauffage et la cuisine, les principaux usages de cette ressource changeraient en 2030 : le chauffage et l'électricité représenteraient presque 30 % des usages, de même pour les biocarburants (9% en 2010). En une vingtaine d'années, la demande pourrait doubler (de 53 à 108 EJ - exajoules), et 56 % de

cette dernière seraient concentrés aux États-Unis, en Chine, en Inde, au Brésil et en Indonésie.

L'approvisionnement (97 à 147 EJ par an) se ferait pour 40 % à partir des résidus agricoles et des déchets, le reste étant partagé entre les cultures énergétiques et les produits forestiers. L'étude développe aussi une approche sur les coûts qui seraient compris, selon l'origine de la biomasse utilisée, entre 3 et 17 USD par gigajoules.

Au regard de cette forte croissance de la demande, et, conséquemment, de l'approvisionnement, les auteurs soulignent l'importance d'une mobilisation soutenable de la biomasse, selon les trois piliers habituels du développement durable (économie, environnement, social). Ils insistent aussi sur le rôle croissant que jouera le commerce international pour permettre de répondre à la demande.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : IRENA

<http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=Subcat&PriMenuID=36&CatID=141&SubcatID=446>

Commerce international et raréfaction de l'eau

Des chercheurs de *Purdue University* et de l'IFPRI ont estimé, à l'horizon 2030, les impacts d'une moindre disponibilité de la ressource en eau pour l'irrigation sur l'économie et le commerce international, ainsi que sur les modes de production. La particularité de ce travail réside dans le recours à un modèle d'équilibre général GTAP-BIO-W, alors que, selon les auteurs, les travaux précédents étaient principalement menés avec des modèles économiques d'équilibre partiel. La principale différence porte sur la description des impacts macro-économiques, et donc du commerce international. Le choc appliqué au modèle découle des travaux de Rosegrant *et al.* (2012) : il s'agit d'une réduction du volume d'eau destiné à l'irrigation (-30 à -60% de disponibilité), touchant principalement l'Asie du Sud.

Au chapitre des résultats, les conséquences sont géographiquement hétérogènes en fonction de divers paramètres (importance de la moindre disponibilité d'eau, intensité de l'irrigation dans la production, possibilité d'étendre l'agriculture pluviale). Les pertes se situent principalement en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, impactant la production mondiale en grandes cultures, et donc celles du secteur de l'élevage et des industries de transformation alimentaires. Pour compenser la perte de productivité résultant de la contrainte sur l'irrigation, le modèle simule une extension des zones cultivées sur 7,6 millions d'hectares supplémentaires. De plus, les régions disposant d'une ressource en eau abondante augmentent leurs productions, issues de l'agriculture irriguée ou pluviale, afin de répondre à leur demande domestique, mais aussi pour augmenter les exportations (par exemple depuis le continent américain et l'Europe vers l'Asie). Les auteurs mettent en évidence l'effet tampon du commerce international, même si les volumes échangés augmentent peu. Cet effet limite la perte de bien-être, estimée autour de 3,7 milliards de dollars (USD 2001).

Les modèles d'équilibre général ont leurs limites, soulevées par les auteurs : la compétition pour l'usage des sols entre agriculture et forêt n'est pas prise en compte, ainsi que le détail au niveau des bassins hydrogéographiques. De plus, il serait intéressant de mieux comprendre les hypothèses sous-jacentes aux règles d'allocation entre agricultures pluviale et irriguée, en particulier du point de vue des investissements. À noter enfin que le modèle tient compte des niveaux de production, de consommation et de commerce en 2001.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : *Global Environmental Change*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S095937801400137X>

TERRITOIRES

Zones de revitalisation rurale (ZRR) : publication d'un rapport d'information de l'Assemblée nationale

La Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale a présenté, le 8 octobre, le rapport définitif de la mission d'information sur les zones de revitalisation rurale (ZRR). Ce rapport évalue, près de vingt ans après la mise en place des ZRR, leur réelle contribution à une politique égalitaire des territoires et l'efficacité de cet instrument en termes de renforcement de l'attractivité des espaces ruraux les plus fragiles.

Sur le territoire national, les phénomènes d'urbanisation et de péri-urbanisation accroissent les déséquilibres entre les métropoles, où se concentrent croissance économique et innovation, et les zones éloignées de ces métropoles. Les inégalités géographiques en sont de fait accentuées et l'efficacité des dispositifs de soutien aux zones rurales défavorisées doit donc être interrogée.

La mission d'information préconise de conforter le dispositif existant en l'adaptant et en le simplifiant, *via* treize propositions classées en cinq thématiques :

- établissement d'un nouveau zonage des ZRR dès le 1^{er} janvier 2015, pour une période de six ans, à partir de deux critères simples et lisibles (densité démographique et richesse des habitants), avec une révision à mi-parcours (janvier 2018) tenant compte des évolutions de la carte intercommunale ;
- amélioration des dispositifs d'aides sociales et fiscales (révision des exonérations) ;
- mesures nouvelles de solidarité financière, dont la création d'un fonds unique de revitalisation rurale géré au niveau départemental et doté au départ d'un milliard d'euros ;
- dispositions dérogatoires à certaines normes réglementaires jugées excessives en milieu rural : accessibilité des personnes handicapées, enjeux écologiques et environnementaux ;
- nouvelles mesures portant sur l'animation et l'évaluation des politiques en faveur des ZRR : renforcement du pilotage interministériel par le Commissariat général à l'égalité des territoires, création d'un observatoire national, mission interministérielle de suivi tous les trois ans.

Notons également qu'une recommandation plus générale vise à « faire des ZRR la clef d'entrée et la carte de référence de la prise en compte des territoires ruraux fragiles par les politiques publiques » nationales et territoriales.

En conclusion, le rapport pose la question cruciale et toujours ouverte de la manière de concilier une logique de zonage avec une logique de projet, mobilisant à la fois des ministères, dans une approche sectorielle, et les collectivités, dans une approche territoriale.

Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : Assemblée nationale

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2251.asp>

RECHERCHE AGRONOMIQUE

L'épandage des effluents d'élevage pourrait augmenter les risques d'antibiorésistance

Une équipe de chercheurs américains a récemment étudié les liens entre effluents d'élevage et antibiorésistance. Publiés dans la revue *Proceedings of the National Academy of*

Sciences, les résultats montrent que l'épandage de fertilisants organiques issus d'élevages n'ayant pas utilisé d'antibiotiques pourrait tout de même favoriser le développement, dans le sol, de bactéries résistantes à certains antibiotiques.

Les scientifiques ont comparé des échantillons de sol sur lesquels ont été appliqués soit de l'azote minéral, soit du fumier provenant d'élevages bovins n'ayant pas utilisé d'antibiotiques. Les bactéries du sol ont été analysées avant et après traitement, et les gènes codant pour les enzymes appelés β -lactamases (responsables de la résistance à certains antibiotiques, dont la pénicilline) ont été recherchés. Il s'est avéré que l'application de fumier favorisait le développement de ces bactéries résistantes, en particulier les *Pseudomonas*, responsables de nombreuses infections humaines.

Les mécanismes qui facilitent la multiplication de ces bactéries résistantes ne sont pas encore précisément compris, mais les chercheurs font l'hypothèse que l'application de fertilisants organiques peut jouer un rôle soit en facilitant la nutrition des bactéries, soit en éliminant des micro-organismes concurrents. Non seulement les nutriments mais aussi certains métaux présents dans les effluents d'élevage pourraient être en cause, et ces derniers feront donc l'objet de recherches supplémentaires.

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : PNAS

<http://www.pnas.org/content/early/2014/10/02/1409836111>

SÉCURITÉ SANITAIRE

Une étude met en évidence des cas d'étiquetages erronés en *pet food* aux États-Unis

Des chercheurs du programme « Science alimentaire » de l'université Chapman [viennent de publier](#), dans le journal *Food control*, une étude mettant en évidence des étiquetages erronés sur des boîtes à base de viande destinées à l'alimentation des animaux de compagnie (*pet food*).

L'industrie du *pet food* est un marché de plus en plus important aux États-Unis : il représente un volume de 258 millions de dollars, sachant que 75 % des familles ont un animal de compagnie et que chaque foyer dépense en moyenne 500 dollars par an pour son animal. Le contrôle réglementaire des *pet food* à base de viande dépend de la *Food and Drug Administration* (FDA) et de l'*United States Department of Agriculture* (USDA).

Cette étude a été initiée suite à la découverte en 2013, en Europe, de viande de cheval introduite frauduleusement dans des produits à base de viande hachée destinés à la consommation humaine. D'après l'une des co-auteurs, Rosalie Hellberg, le premier objectif de ces travaux était de s'assurer de la qualité sanitaire et nutritionnelle de ces denrées (notamment absence d'allergènes).

Le deuxième objectif était de vérifier de quelles espèces animales provenait la viande utilisée dans ces produits, et de s'assurer en particulier de l'absence de viande de cheval dans le *pet food*. Sur la base de tests ADN réalisés pour chaque échantillon collecté (52 au total), pour la recherche de différentes viandes (bœuf, chèvre, agneau, poulet, oie, dinde, porc et cheval), l'étude a mis en évidence dans 20 cas un étiquetage erroné de l'espèce d'origine : non mention de la présence de viande de porc, substitutions d'espèces. La viande de cheval n'a été détectée dans aucun échantillon, sachant que celle de poulet est la plus fréquente et celle d'oie la moins rencontrée.

D'après les auteurs, malgré la réglementation existante, l'augmentation du commerce international dans le domaine alimentaire pourrait amplifier la survenue de fraudes.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Science Daily*

http://www.sciencedaily.com/releases/2014/10/141001090342.htm?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+sciencedaily%2Fplants_animals+%28Plants+%26+Animals+News+--+ScienceDaily%29&utm_content=Netvibes

OUVRAGES

Elsa Berthet, 2014, *Concevoir l'écosystème, un nouveau défi pour l'agriculture*, Paris, Presses des Mines

Une relecture stimulante de l'histoire de l'agriculture et de la « crise environnementale » actuelle, d'une part, et des travaux sur les « biens communs » et les services écosystémiques, d'autre part, autorisent Elsa Berthet, ingénieure agronome spécialisée en sciences de gestion, à soutenir « que l'on n'accorde pas suffisamment d'importance aux processus de conception spécifiques aux agro-écosystèmes et que l'on est toujours peu outillé pour le faire ».



Son ambition est donc « d'élaborer, et de mettre à l'épreuve d'une "situation réelle" (un cas empirique), un cadre conceptuel pour la conception d'un agro-écosystème », véritable « point aveugle » de l'agronomie comme de l'écologie. Le cas en question est la mise en place d'une filière courte de luzerne de qualité dans la plaine de Niort, zone de production intensive céréalière.

Pour l'auteure, les objets et régulations biologiques mis en évidence par les sciences écologiques ne sont pas donnés, ils ne sont pas des ressources qu'il faudrait préserver. Voir les choses ainsi amènerait à dresser un objectif ou un acteur contre l'autre (la production contre la biodiversité, les agriculteurs contre les environnementalistes). Au contraire, ces objets restent à concevoir. Ils forment « un inconnu commun » qu'il faut explorer, déterminer, au fil de ce que le philosophe John Dewey appelait une « enquête publique », en confrontant les finalités des différents acteurs, de façon collaborative, dans les dynamiques de changement territorial.

L'auteure est ainsi amenée à prendre ses distances avec les dispositifs actuels de soutien aux agriculteurs (notamment les MAE) et aux innovations.

L'ouvrage met en œuvre des concepts nouveaux, sans doute déroutants. La densité de l'argument et les ruptures nombreuses avec les catégories habituelles des politiques publiques, si elles nécessitent un temps d'adaptation intellectuelle, devraient intéresser les acteurs impliqués dans l'agro-écologie.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Lien vers un extrait du livre : http://www.pressesdesmines.com/media/extrait/Berthet_Extr.pdf

Durabilité en agriculture : la nouvelle alliance entre agronomie et économie ?

La revue *Agronomie Environnement & Sociétés*, éditée par l'Association française d'agronomie, consacre son dernier numéro aux nouvelles convergences disciplinaires autour de « la triple performance économique, environnementale et sociale ». Les articles reprennent des contributions présentées aux Entretiens du Pradel de septembre 2013. Ils sont regroupés en trois parties.

La première dresse un état des travaux. Florence Jacquet retrace ainsi la collaboration entre économistes et agronomes au fil des évolutions de la PAC depuis 1992. Les économistes construisent aujourd'hui des fonctions de production « plus complexes, intégrant mieux les dimensions agronomiques » : rotations et itinéraires techniques ; complémentarité et substitutions entre les *inputs* en engrais, en pesticides et en travail ; organisation spatiale des systèmes de production, etc. Mais « une des difficultés auxquelles ils sont cependant toujours confrontés est le manque de données statistiques permettant d'associer pratiques techniques et performances économiques ». Marie-Hélène Jeuffroy conclut pour sa part que « les économistes peuvent aider les agronomes à se saisir d'un nouvel objet de recherche pour eux : les politiques publiques ».

La deuxième partie, qui concentre l'essentiel des articles, rend compte de réflexions à « différents niveaux d'intervention (pratiques, systèmes techniques, systèmes de production) » sur différents objectifs environnementaux (maintien de la biodiversité, qualité de l'eau). Parmi d'autres, on citera seulement ici le texte de Elsa Martin et Nicolas Meunier-Jeulin (« Le dispositif Ecophyto est-il suffisant pour réduire l'usage des pesticides ? »). Ils soulignent que « le réseau DEPHY est un outil probablement unique au monde, à la fois pour la démonstration des systèmes économiques en pesticides, et pour combler ces lacunes des connaissances sur les stratégies agronomiques qui permettent de concilier la faible dépendance aux pesticides avec les différentes composantes de la durabilité ». Mais là encore, les politiques publiques doivent être inventives, car la démonstration de la performance ne suffit pas à provoquer le changement.

En conclusion de la troisième partie, qui ouvre des perspectives, Florence Jacquet et Thierry Doré dégagent quatre voies de collaboration entre agronomie et économie : l'approfondissement de la représentation des décisions de production, l'étude du lien entre territoires et politiques publiques, la construction de données communes croisant les références agronomiques et économiques et, enfin, les scénarios d'évolution des agricultures (prospective).

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Sources :

Association Française d'Agronomie

<http://www.agronomie.asso.fr/carrefour-inter-professionnel/evenements-de-lafa/revue-en-ligne/revue-aes-vol4-n1-juin-2014-des-politiques-publiques-a-lefficacite-economique-des-entreprises-agricoles-quelles-synergies-entre-agronomie-et-economie/>

Vidéos des Entretiens du Pradel :

<http://www.agronomie.asso.fr/carrefour-inter-professionnel/evenements-de-lafa/entretiens-du-pradel/entretiens-du-pradel-2013/entretiens-du-pradel-2013-conference/#c4146>

JRC et observatoire de la bioéconomie : nouvelles publications

À l'occasion de la troisième rencontre des parties prenantes de la bioéconomie à Turin, le *Joint Research Center* (JRC) a publié sur le [site de l'observatoire de la bioéconomie](#) des données et cartes interactives autour de trois thématiques : la recherche (ex : investissements) ; les politiques nationales ou européennes ; les marchés (ex : biomasse disponible). L'objectif est de mieux comprendre ce que représente la bioéconomie.

Dans le même temps, le JRC a aussi rendu publics deux documents :

- une [analyse](#) de la part de différents secteurs impliqués dans la bioéconomie (production et exploitation durable de la biomasse), travail pour lequel les auteurs soulignent la difficulté représentée par la disponibilité de données désagrégées sur ce sujet émergent ;
- une [évaluation des impacts macroéconomiques](#) des quatre produits biosourcés (biocarburants de deuxième génération, biogaz, électricité et produits chimiques biosourcés), à partir du modèle économique d'équilibre général MAGNET.

Source : *Joint Research Center*

<https://biobs.jrc.ec.europa.eu/>

https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/jrc_reportbioeconomyprofilingms_final_online_v5_.pdf

<http://bookshop.europa.eu/en/evaluating-the-macro-economic-impacts-of-bio-based-applications-in-the-eu-pbLFNA26777/?CatalogCategoryID=r2AKABstX7kAAAEjppEY4e5L>

Première conférence annuelle de la FAERE

Les 11 et 12 septembre 2014 s'est tenue à Montpellier la première conférence annuelle de l'association française des économistes de l'environnement et des ressources (FAERE), créée en 2013. Le [programme scientifique](#) mêlait divers thèmes : changement climatique, biodiversité, agriculture, ressources marines et côtières, forêt, etc. La première journée a été marquée par l'intervention d'Hervé Le Treut sur le changement climatique et ses enjeux, et la seconde par l'intervention de Jason Shrogren (université du Wyoming), ainsi que par une table ronde réunissant cinq chercheurs reconnus autour de la question « Les grands défis de l'économie de l'environnement : passés, présents, futurs » ([compte-rendu](#)).

Source : FAERE

<http://faere.fr/actualites/conferences-ateliers/conference-faere-2014/conference-faere-2014-programme-scientifique/>

Régimes alimentaires, productions animales et eau

Dans son article « *Water for animal: a blind spot in water policy* », publié en septembre dans *Environmental Research Letters*, Arjen Y. Hoekstra, professeur à l'université de Twente (Pays-Bas), apporte un éclairage sur la relation entre la ressource en eau et notre alimentation. De son point de vue, l'approche qui optimiserait, pour les productions animales, la valeur nutritionnelle par volume d'eau utilisé (« *more nutritional value per drop* »), à l'image de ce qui est fait pour les cultures (« *more crop per drop* »), reste un sujet encore peu traité. Par son analyse reposant sur le concept « d'empreinte eau », il souhaite montrer que les politiques actuelles sur l'eau se focalisent plus sur une production soutenable (ex : efficacité de l'utilisation d'eau, des intrants), que sur une

consommation soutenable, ce qui reviendrait à avoir une approche plus holistique des systèmes alimentaires.

Source : *Environmental Research Letters*
<http://iopscience.iop.org/1748-9326/9/9/091003>

Le BRGM va publier une nouvelle carte hydrogéologique

Le 25 septembre dernier, le BRGM a annoncé la publication à venir, début 2015, d'une nouvelle carte hydrogéologique. Elle permettra, avec une résolution plus fine, de localiser les aquifères, ainsi que leurs caractéristiques, éléments nécessaires à la compréhension du renouvellement de la ressource en eau (stock et flux). Le communiqué de presse fait aussi part de la publication possible d'une carte des ressources en eau « privilégiant cette fois le contenu plutôt que le contenant ».

Source : BRGM
<http://www.brgm.fr/presse/nouvelle-carte-hydrogeologique-france-presentation-avant-premiere>

Rythme des repas au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède

Un article publié dans la revue *Appetite* analyse des données portant sur les rythmes journaliers de consommation alimentaire, en comparant les années 1997 et 2012. À l'échelle de chaque pays, des « pics » de consommation apparaissent nettement (petit déjeuner et déjeuner), et ont peu bougé sur la période étudiée. Au sein des populations nationales, un groupe identique ne suivant pas ces moments de consommation (*ie* sautant plus régulièrement le petit déjeuner et le déjeuner) est identifié. Toutefois, si son effectif a tendance à croître entre 1997 et 2012, cela ne signe pas une déstructuration naissante du rythme alimentaire, puisque le fait de fonder une famille ou d'avancer en âge entraîne un retour au rythme commun.

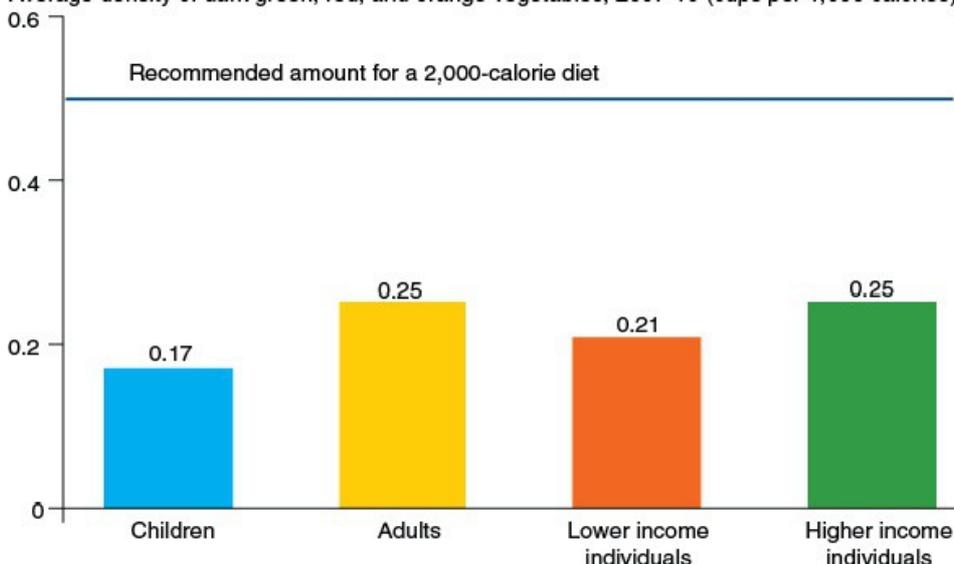
Source : *Appetite*
<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0195666314003614>

L'USDA publie les données de consommation alimentaire des Américains, sur la période 2007-2010

L'*United States Department of Agriculture* (USDA) a publié, début octobre, une analyse des données de consommation alimentaire des Américains, portant sur la période 2007-2010 et comparant ces apports nutritionnels aux recommandations de l'USDA et du *U.S. Department of Health and Human Services*. Une distinction entre différents niveaux de revenus, âges et types de restauration est notamment effectuée. De manière générale, il apparaît que les Américains consomment trop de sucres ajoutés, de matières grasses solides et de sel, et insuffisamment de fruits, légumes (cf. graphe ci-dessous) et produits laitiers.

Lower income Americans' diets contain fewer dark green, red, and orange vegetables than higher income Americans

Average density of dark green, red, and orange vegetables, 2007-10 (cups per 1,000 calories)



Lower income individuals had household incomes at or below 185 percent of the poverty threshold and higher income individuals had incomes above 185 percent.

Source: USDA, Economic Research Service, Food Consumption and Nutrient Intakes data product.

Source : USDA

<http://www.ers.usda.gov/amber-waves/2014-october/erss-food-consumption-and-nutrient-intake-data%E2%80%94tools-for-assessing-americans-diets.aspx#.VDvHWRCPef0>

Parcs naturels régionaux : publication des chiffres clefs par le CGDD

Le Service de l'observation et des statistiques du CGDD vient de publier, début octobre, un document présentant les chiffres clefs du réseau des 47 parcs naturels régionaux français, lesquels couvrent 12,2 % du territoire. Sur la base de l'analyse de 600 variables (structurelles, démographiques, socio-économiques, relatives à l'occupation des sols, aux espaces naturels, à l'agriculture ou encore au tourisme), cette étude fait état de forts contrastes entre ces différents parcs.

Par ailleurs, des comparaisons faites entre les PNR et le reste du territoire, il ressort notamment qu'ils présentent deux fois moins de terres artificialisées (et une dynamique d'artificialisation plus faible sur la période 2000-2009), et que les espaces naturels (forêts, prairies en majorité) couvrent près des trois quarts de leurs superficies. Ils regroupent également une part importante des zones humides du pays, ainsi que des zones protégées (Znieff, réserves naturelles, sites Ramsar). Les espaces agricoles y sont moins étendus, les exploitations de grandes cultures moins présentes, à l'inverse de celles tournées vers l'élevage. La diversification des activités (agritourisme, transformation des produits à la ferme) est plus développée, ainsi que la commercialisation des productions en circuits courts. Enfin, l'économie du tourisme y a un poids important.

Source : CGDD

http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Etudes_et_documents/2014/ed115-parc-naturel-regionaux-octobre2014.pdf

E-delicious, le robot qui garantit les currys et les soupes thaïs

Fin septembre a été lancé, en Thaïlande, le robot e-delicious qui, à partir de l'analyse d'extraits de plats (curry, soupe), compare leur composition à celle de la version « authentique » (ie correspondant aux « préférences populaires thaïlandaises »), définie par les autorités thaïlandaises. Ce robot a été développé dans le cadre du *Thai Delicious Committee*, agence de défense gastronomique lancée en 2012 par le gouvernement, et s'inscrit dans la politique de certification et de promotion à l'échelle mondiale de la cuisine Thai authentique. Un [label « thai select »](#) est ainsi attribué aux restaurants utilisant au moins 30 % d'ingrédients frais en provenance de Thaïlande et dont le chef a suivi une formation reconnue par le gouvernement.



Sources :

Slate <http://www.slate.fr/story/92741/thai-robot>

The New York Times

<http://www.nytimes.com/2014/09/29/world/asia/bad-thai-food-enter-a-robot-taster.html>

Point d'étape sur les enjeux de l'affichage environnemental dans le secteur agro-alimentaire

En septembre, le Commissariat général au développement durable (CGDD) a publié un numéro d'*Études et documents* consacré à un [point d'étape](#) sur les enjeux, dans le secteur agro-alimentaire, de l'affichage environnemental sur les produits de consommation. Suite au Grenelle de l'environnement, des travaux ont été engagés pour développer méthodes et outils « permettant de préciser ce que pourrait être la mention des impacts environnementaux des produits de grande consommation », et ce par familles de produits. Le bilan de l'expérimentation nationale de l'affichage environnemental, présenté par le Gouvernement au Parlement en novembre 2013, a pointé la question des spécificités du secteur agro-alimentaire et la nécessité de développer des approfondissements méthodologiques.

Dans ce cadre, la publication du CGDD présente un « état de l'art » en lien avec le projet d'affichage des impacts environnementaux des produits agricoles et alimentaires : enjeux propres à ces produits, méthodes d'analyse de cycle de vie développées, implication des acteurs, questions méthodologiques encore objets de débats ou d'approfondissements, questions juridiques et réglementaires, état des travaux actuels (notamment européens) et priorités pour la prochaine étape.

Source : CGDD

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Affichage-environnemental-sur-les.html>

Nielsen publie son *Breakthrough Innovation Report - Europe*

Fin septembre, Nielsen a rendu public son *Breakthrough Innovation Report – Europe* : basé sur l'analyse de près de 12 000 produits de grande consommation lancés en Europe de l'Ouest entre 2011 et 2013, cette étude montre notamment que trois nouveaux produits sur quatre ne

restent pas en rayon au-delà de la première année.

Parmi l'ensemble des produits étudiés, Nielsen en a identifié sept (dont six alimentaires - bière Foster's Gold, glace Magnum Infinity, biscuits Milka Choco Supreme, yaourt à la Grecque Mullerlight, limonade Lucozade Energy Pink, salades composées Sodebo Salade et Compagnie) relevant de la catégorie des « *European Breakthrough Innovation Winners* », c'est-à-dire répondant à des critères de différenciation, de pertinence et d'endurance. Trois autres produits (dont deux alimentaires - chips Lay's Xtra, chocolat au lait Cadbury Marvellous Creations) sont considérés comme prometteurs pour le palmarès de l'année prochaine.

Sources : Nielsen

<http://www.nielsen.com/us/en/insights/reports/2014/breakthrough-innovation-report-europe.html>

LSA

http://www.lsa-conso.fr/76-des-lancements-de-nouveaux-produits-echouent-lors-de-leur-premiere-annee.184041#xtor=EPR-75-nl_franchise-20140226

L'emploi saisonnier dans le secteur agricole et agroalimentaire

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) a publié en septembre 2014 un rapport sur la saisonnalité dans les filières agricoles, halieutiques et agroalimentaires, ainsi que sur les enjeux liés à sa gestion. Si le rapport du CESE rappelle le contexte de saisonnalité de la production ou de la consommation agricole, l'axe de travail principal porte sur l'emploi saisonnier dans ces filières françaises : effectifs, nature des contrats et profils recrutés sont largement étudiés, et le rapport pointe les enjeux de professionnalisation et de fidélisation de cette main-d'œuvre. Il préconise en particulier des pistes pour favoriser la pluri-activité et la pluri-qualification des travailleurs saisonniers, afin d'améliorer leur visibilité en termes d'emploi ainsi que l'accès régulier des entreprises à une main-d'œuvre qualifiée. La formation professionnelle, en particulier, devrait, selon le CESE, mieux s'adapter aux spécificités liées à la saisonnalité.

Source : CESE

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-saisonnalite-dans-les-filieres-agricoles-halieutiques-et-agroalimentaires-une-realite-meconnue-aux-enjeux-pou>

Quels instruments économiques et quelle évaluation pour la gestion de la biodiversité ?

L'AFD a publié en septembre 2014, le n°25 de sa collection « À savoir », un ouvrage dressant un état des lieux de l'utilisation de différents outils économiques dans le domaine de la préservation de la biodiversité. Ce livre, intitulé *Tools for what trade? Analysing the Utilisation of Economic Instruments and Valuations in Biodiversity Management* a été co-écrit par Laurent Mermet (AgroParisTech), Yann Laurans (IDDRI) et Tiphaine Leménager (AFD). Constatant que l'emploi des instruments de valorisation économique et des politiques économiques est progressivement devenue un sujet majeur de discussion sur les politiques en faveur de la biodiversité, les auteurs observent toutefois un décalage important entre ce discours et l'usage de ces outils, encore limité dans la pratique. Le même écart existe également entre les justifications théoriques relatives à ces instruments et leur utilisation sur le terrain. Les auteurs prennent donc le parti de concentrer les réflexions sur leur usage réel, plutôt que sur les principes de ces outils.

Source : AFD

<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/25-VA-A-Savoir.pdf>

Résultats de la surveillance de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel des Écossais

L'autorité alimentaire du Royaume-Uni (*Food Standard Agency*) a publié le 24 septembre les données 2008-2012 du programme de surveillance de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel pour la population écossaise, basé sur un suivi de cohorte.

Si les résultats ne traduisent pas de différences spécifiques par rapport au reste de la population britannique, il a cependant été noté des écarts plus importants avec les valeurs recommandées. Cela concerne notamment des apports excédentaires en graisses saturées, sucre ajouté et sel, liés à une consommation insuffisante en fruits et fibres. Un dosage sanguin de la vitamine D chez les personnes de la cohorte a également révélé un taux plus bas que la norme.

Source : *Food Standards Agency*

<http://www.food.gov.uk/scotland/news/updates/news/2014/13088/scotland-national-diet-and-nutrition-survey-ndns-results-published>

L'Anses rend accessibles les données de l'étude Inca 2

Fin septembre dernier, l'Anses a annoncé mettre à disposition, en *open data*, l'ensemble des données obtenues dans le cadre de l'étude INCA 2, deuxième édition des études nationales des consommations alimentaires menées tous les sept ans.

Source : Anses

<https://www.anses.fr/fr/content/l%E2%80%99anses-met-%C3%A0-disposition-ses-donn%C3%A9es-de-consommation-alimentaire>

Lancement du projet Genotrace

Le projet Genotrace, porté par l'Inra et associant le CNRS, l'université Toulouse III-Paul Sabatier et la société Biopredic International, vient de recevoir le soutien de l'Agence nationale de la recherche. D'une durée de trois ans, il a pour objectif de proposer un test innovant permettant d'évaluer, en temps réel et *in vitro*, le potentiel cancérigène des contaminants.

Source : Inra

<http://presse.inra.fr/Ressources/Communiqués-de-presse/Evaluer-en-temps-reel-et-in-vitro-le-potentiel-cancerogene-des-contaminants>

Cinquième édition de l'étude Greendex

La *National Geographic Society* et GlobeScan ont publié fin septembre les résultats de la cinquième enquête Greendex qui, sur la base de données recueillies auprès de 18 000 personnes dans 18 pays, mesure les habitudes et attitudes de consommation durables (énergie, transports, alimentation, etc.). L'édition 2014 présente un [focus sur l'alimentation](#).

Source : *National Geographic*

<http://environment.nationalgeographic.com/environment/greendex/>

Passion Céréales met en ligne la carte du patrimoine culinaire céréalière français

À l'occasion des Journées du Patrimoine, Passion Céréales a mis en ligne la [première](#)

[carte du patrimoine culinaire céréaliier français](#). Interactive, cette carte répertorie les produits ou recettes traditionnels français contenant des céréales ; elle est le résultat d'une collaboration avec l'université François-Rabelais de Tours et l'Institut Européen d'Histoire des Cultures de l'Alimentation.

Source : Passion Céréales

<http://www.passioncereales.fr/presentation/actualites/d%C3%A9couvrez-la-carte-du-patrimoine-culinaire-c%C3%A9r%C3%A9alier-fran%C3%A7ais>

COLLOQUES, CONFÉRENCES

- 14 et 15 octobre 2014, Rennes

Colloque organisé par l'Académie d'agriculture de France et Rennes métropole : « Devenir métropole soutenable : des stratégies territoriales partagées »

<http://centres.inra.fr/sitecentres/centreunite2/Evenements/L-Academie-d-Agriculture-de-France-a-Rennes>

- 16 octobre 2014, Nantes

Deuxième rencontre nationale de l'éco-pâturage

<http://entretien-nature-territoire.fr/sensibilisation/inscription/2eme-rencontre-nationale-de-leco-paturage-2014/>

- 16 et 17 octobre 2014, Saint-Étienne de Baïgorry (64)

4^e Rencontres Agriculture & Environnement, organisées par l'Union nationale des CPIE sur le thème « Des pratiques agricoles aux filières, des produits aux comportements alimentaires : des solutions vers l'agro-écologie ».

<http://www.cpie.fr/spip.php?article3949>

- 17 octobre 2014, Lyon

Séminaire « Expositions environnementales et santé : évaluations, attentes et incertitudes. Applications à la présence des pesticides dans l'environnement et à la pollution de l'air urbain. »

<http://imu.universite-lyon.fr/agenda-scientifique/seminaire-expositions-environnementales-et-sante-evaluations-attentes-et-incertitudes-applications-a-la-presence-des-pesticides-dans-l-environnement-et-a-la-pollution-de-l-air-urbain--274142.kjsp>

- 21 octobre 2014, Villepinte

Conférence finale de l'ERA-Net SUSFOOD

<https://www.susfood-era.net/269>

- 21 octobre 2014, Paris

Colloque ACTIA-DGCIS « Performance industrielle : outils et démarches pour l'agro-alimentaire »

<http://www.dgcis.gouv.fr/secteurs-professionnels/performance-industrielle-outils-et-demarches-pour-l-agro-alimentaire>

- 21 et 22 octobre 2014, Lycée de Tilloy-lès-Mofflaines (62)

Séminaire de dialogue entre chercheurs et paysans organisé par l'Inra et la Confédération paysanne, sur « La localisation des productions agricoles dans les territoires ».

<http://www.sad.inra.fr/Evenements/Localisation-des-productions-agricoles-dans-les-territoires>

- 27 et 28 octobre 2014, Lyon
Colloque international organisé à l'ENS Lyon, « Les chemins politiques de la transition écologique »
<http://transitionecologique.tk/>
- 27 et 28 octobre 2014, Marcy l'Etoile (VetAgro Sup)
Colloque Santé – Biodiversité « Notre santé dépend-elle de la biodiversité ? »
<http://sante-biodiversite.vetagro-sup.fr/>
- 27 au 30 octobre 2014, Dijon (université de Bourgogne)
Septièmes journées françaises de l'écologie du paysage : « paysage, territoire et agroécologie : des processus à la concertation entre acteurs »
<https://colloque6.inra.fr/iale2014>
- 28 octobre 2014, Auzeville-Tolosane
Les tables rondes du développement durable (INP-ENSAT) consacrées à « Alimentation du bétail : des modèles à ruminer »
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3844
- 28 et 29 octobre 2014, Maisons-Alfort
Conférence internationale organisée par l'Anses et l'Efsa : *Expositions professionnelles aux pesticides - Enjeux pour la recherche, l'évaluation et la prévention*
<https://www.anses.fr/fr/content/expositions-professionnelles-aux-pesticides>
- 29 au 31 octobre 2014, Aix-en-Provence
Troisième conférence internationale sur la biodiversité et les objectifs du millénaire des Nations-unies : « *Biodiversity and Food Security – From Trade-offs to Synergies* »
<http://biodiv2014.sciencesconf.org/>
- 29, 30 et 31 octobre 2014, Lyon
Colloque international eau et énergie
<http://www.preserving-the-flow.com/>
- 4 novembre 2014, Maisons-Alfort
Rencontres scientifiques de l'Anses « Antibiorésistance en santé animale »
<https://www.anses.fr/fr/content/rencontres-scientifiques-de-lanses-antibior%C3%A9sistance-en-sant%C3%A9-animale>
- 4 novembre 2014, Paris
Conférence du FFAS « La nutrition profane ou comment le consommateur perçoit la nutrition »
<http://www.alimentation-sante.org/Event/conference-du-4-novembre-2014-la-nutrition-profane/>
- 4 et 5 novembre 2014, Clermont-Ferrand
15^e Journées Sciences du Muscle et Technologies des Viandes
<http://www.jsmtv2014.com/>
- 4 au 6 novembre 2014, Angers
Colloque organisé par le MEDDE dans le cadre du Programme Pesticides : « Pesticides : des impacts aux changements de pratiques »
https://colloque.inra.fr/programme_pesticides
- 17 au 20 novembre 2014, Villepinte (Parc des expositions)
Expobois, Salon des *process* de transformation et des usages du bois, avec diverses conférences
<http://www.expobois.fr/evenements/Conferences>

- 18 novembre 2014, Paris

Séminaire de politiques agricoles, organisé par la Société française d'économie rurale, sur le thème « Compétitivité des marchés productifs et concurrence des marchés de main-d'œuvre, quel dumping social dans l'agriculture euro-méditerranéenne ? »

http://www.sfer.asso.fr/les_seminaires_de_la_sfer/programme_des_seminaires_pariens

- 18 et 20 novembre 2014, Mirecourt

Journées portes ouvertes organisées par l'Inra de Mirecourt, à l'occasion des dix ans de son dispositif expérimental de systèmes de polyculture-élevage autonomes

<http://www.sad.inra.fr/Toutes-les-actualites/Mirecourt-10-ans-d-une-experimentation-au-long-cours>

- 19 et 20 novembre 2014, Copenhague (*Technical University of Denmark*)

Conférence internationale sur les plantes dans l'alimentation, organisée par la DTU, l'Anses et le BfR

<http://www.conferencemanager.dk/botanicalsinfood>

- 20 novembre 2014, Paris, Maison de la RATP

Colloque du FFAS « Vers une information à la carte ? Les enjeux de la dématérialisation de l'information sur les produits alimentaires »

<http://www.alimentation-sante.org/Event/colloque-du-20-novembre-2014-vers-une-information-a-la-carte-les-enjeux-de-la-dematerialisation-de-linformation-sur-les-produits-alimentaires/>

- 20 novembre 2014, Paris

« La PAC dans tous ses états », conférence organisée par la Confédération nationale de l'élevage et l'Institut de l'élevage

<http://idele.fr/linstitut-de-lelevage/PAC/>

- 20 novembre 2014, Angers

Colloque sur le thème « Associations végétales », organisé par l'Inra à l'École supérieure d'agriculture, dans le cadre des Carrefours de l'innovation agronomique

<http://www6.inra.fr/ciag/Colloques-Agriculture/Associations-vegetales>

- 20 novembre 2014, Paris

Colloque « Paysages de l'après-pétrole, solutions paysagères pour territoires en transition »

<http://www.ritimo.org/article5358.html>

- 20 et 21 novembre 2014, Orléans

Open Agrifood, 1^e édition

<http://www.openagrifood-orleans.org/fr/>